



Un plan en 10 points pour Israël

Description

Nous traduisons cette analyse de Somdeep Sen, chercheur associé au Centre d'études asiatiques en Afrique de l'université de Pretoria, en réponse au plan en 20 points proposé par Donald Trump la semaine passée.

« Voici ce qui doit être fait pour mettre les Palestiniens et les Israéliens sur la voie de la paix. »

Par Somdeep Sen, le 6 octobre 2025



Des drapeaux israéliens flottent au-dessus d'une maison palestinienne qui a été reprise par des colons israéliens dans la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée par Israël, le 3 septembre 2025 [Mussa Qawasma/Reuters].

Vendredi, le Hamas [a envoyé sa réponse](#) au « plan de paix en 20 points pour Gaza » proposé par le président américain Donald Trump. Il est important de noter que le groupe palestinien a accepté de confier l'administration de Gaza à un groupe de technocrates et de libérer tous les prisonniers israéliens en échange de prisonniers palestiniens.

Le président américain a salué cette réponse et a demandé à Israël de « cesser immédiatement les bombardements ». Pourtant, dans les 48 heures qui ont suivi la réponse du Hamas, les attaques israéliennes ont tué au moins 94 Palestiniens à Gaza.

Si le plan Trump peut apporter un répit temporaire aux Palestiniens, il ne permettra pas d'instaurer la paix. Pour cela, il faut également un plan qui impose des contraintes à Israël et mette fin à sa volonté génocidaire.

Voici donc un plan en 10 points pour Israël :

1. La politique et la sphère publique israéliennes doivent être radicalisées. Au cours des 24 derniers mois, l'élite politique israélienne s'est fait le porte-drapeau du génocide,

- c'Ã©lÃ©brant publiquement et en toute impunitÃ© lâ??extermination des Palestiniens Ã Gaza. Une grande partie de lâ??opinion publique israÃ©lienne a Ã©galement suivi le mouvement. Lâ??Ã©tat israÃ©lien devra mettre en place des programmes visant Ã promouvoir les valeurs de tolÃ©rance et de coexistence pacifique au sein des institutions publiques et du systÃ©me Ã©ducatif afin de remÃ©dier Ã cette situation.
2. Lâ??armÃ©e israÃ©lienne doit Ãatre rÃ©formÃ©e. Quâ??il sâ??agisse du ciblage d'Ã©lÃ©ments de civils palestiniens ou des publications sur les rÃ©seaux sociaux par des soldats israÃ©liens depuis le champ de bataille se moquant de la destruction des maisons palestiniennes, la dÃ©shumanisation des Palestiniens est profondÃ©ment ancrÃ©e dans les forces armÃ©es. Les autoritÃ©s israÃ©liennes devront sâ??engager dans un effort concertÃ© pour formuler et mettre en Åuvre un nouveau code de conduite militaire fondÃ© sur les principes du droit international humanitaire.
 3. Les dirigeants politiques et militaires israÃ©liens doivent Ãatre jugÃ©s devant la Cour pÃ©nale internationale. Des experts IÃ©gistes, des organisations de la sociÃ©tÃ© civile, des groupes de dÃ©fense des droits humains et des militants ont recueilli des preuves sur la nature de la campagne militaire israÃ©lienne. Ces preuves pourraient servir de base Ã des poursuites judiciaires.
 4. Gaza doit Ãatre ouverte. Cela signifie quâ??il faut mettre fin au siÃ©ge terrestre, aÃ©rien et maritime en place depuis 2007. La libre circulation des personnes et des biens doit Ãatre autorisÃ©e.
 5. Des observateurs internationaux ou une force de protection doivent Ãatre dÃ©ployÃ©s Ã Gaza afin de sâ??assurer quâ??il nâ??y ait aucune violation, que ce soit de la part de lâ??armÃ©e israÃ©lienne ou dâ??extrÃ©mistes israÃ©liens.
 6. Sâ??inspirant de la dÃ©cision rendue en 2024 par la Cour internationale de justice selon laquelle les colonies de peuplement en Cisjordanie occupÃ©e sont illÃ©gales au regard du droit international, les autoritÃ©s israÃ©liennes doivent mettre fin Ã toutes les activitÃ©s de colonisation, y compris le militantisme, le lobbying et les efforts de collecte de fonds visant Ã Ã©tendre les colonies ou Ã Ã©tablir de nouveaux avant-postes, et les criminaliser.
 7. La Cisjordanie et JÃ©rusalem doivent Ãatre dÃ©militarisÃ©es et dÃ©soccupÃ©es. Cela suppose le dÃ©mantÃ©lement des infrastructures militaires, des postes de contrÃ´le, des tours de guet et des murs israÃ©liens qui ont systÃ©matiquement fracturÃ© le territoire et contribuÃ© Ã restreindre le droit des Palestiniens Ã une patrie.
 8. Alors que le plan amÃ©ricain exige quâ??IsraÃ©l libÃ©re 250 prisonniers palestiniens condamnÃ©s Ã perpÃ©tuitÃ© et 1 700 dÃ©tenus, des milliers de Palestiniens restent en dÃ©tention sans procÃ©s. Il faudra mettre rapidement fin Ã la politique israÃ©lienne de dÃ©tention administrative et Ã©laborer un plan plus large pour libÃ©rer les Palestiniens qui restent dans les prisons israÃ©liennes.
 9. IsraÃ©l doit entamer des nÃ©gociations pour rÃ©gler la question du droit au retour des Palestiniens. Cela doit se faire par le biais de discussions et de nÃ©gociations directes avec les Palestiniens en Palestine et dans la diaspora, ainsi quâ??avec les reprÃ©sentants des organismes des Nations unies et des groupes de la sociÃ©tÃ© civile qui ont travaillÃ© en Ã©troite collaboration avec les rÃ©fugiÃ©s palestiniens et connaissent bien les besoins socio-Ã©conomiques immÃ©diats de cette communautÃ© historiquement marginalisÃ©e.
 10. Au fil des ans, IsraÃ©l a intensifiÃ© ses efforts de diplomatie publique afin dâ??obtenir un soutien mondial pour ses politiques. En 2024, ces efforts ont bÃ©nÃ©ficiÃ© dâ??un apport dâ??environ 150 millions de dollars de fonds publics. Cet argent a Ã©tÃ© utilisÃ© pour des campagnes pro-

israéliennes sur les réseaux sociaux, des efforts de lobbying, des bourses et des voyages en Israël pour des hommes d'affaires, des journalistes, des politiciens et des décideurs non israéliens. Ces investissements ont porté leurs fruits grâce à la répression des efforts de solidarité avec les Palestiniens, en particulier en Occident, depuis le début du génocide à Gaza. Israël doit donc permettre à un panel international d'experts d'enquêter sur le fonctionnement de ses efforts de diplomatie publique et de déterminer si ces efforts violent la souveraineté et les lois sur la liberté d'expression d'autres nations.

Bien sûr, il est peu probable que le gouvernement israélien accepte volontairement de mettre en œuvre un de ces dix points. Mais l'opinion publique mondiale est en train de changer radicalement. Le discours israélien n'est plus dominant, malgré tous les efforts déployés par le gouvernement israélien et ses alliés. De plus en plus de personnes à travers le monde reconnaissent que la question palestinienne dépasse largement le sort du peuple palestinien.

La Palestine est profondément liée aux problèmes et aux défis qui façonnent la vie et la politique au Moyen-Orient et au-delà. Et ce n'est qu'en abordant ces questions plus larges et en faisant porter le juste titre la responsabilité à l'État d'Israël que nous pouvons espérer une paix durable.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

date créée

2025/10/07